

► Cinq chiffres
et cinq couleurs
pour juger
des qualités
nutritionnelles
des aliments.





CONSOMMATION

Qui veut manger le Nutri-Score?

En quelques années, le logo nutritionnel a convaincu scientifiques, consommateurs et acteurs de santé publique, en France comme dans plusieurs pays d'Europe. Mais les plus gros industriels ainsi que l'Italie résistent, bien décidés à l'empêcher de triompher à Bruxelles

Par **MORGANE BERTRAND** – Photos **FRANKIE & NIKKI**

Le 10 juin dans l'Aveyron, la fête du roquefort n'a pas été celle du Nutri-Score. Carole Delga, présidente (PS) de la région Occitanie, a profité de la fiesta fromagère pour tailler un costard à ce logo, qui transforme la valeur nutritionnelle des aliments en un code de cinq lettres, allant de A à E et du vert au rouge. Son crime? « *Enfermer dans un taux de matières grasses* » notre fromage de brebis national. Pour Carole Delga, il faut épargner le roquefort des rigueurs du Nutri-Score. Et avec lui tous les produits bénéficiant d'une appellation, AOP ou IGP.

Prenant la parole depuis Roquefort-sur-Soulzon – dont le foncier appartient à 80% au numéro un mondial du lait et des fromages, Lactalis – et flanquée sur son estrade des dirigeants de la Confédération générale de Roquefort – présidée par un éleveur de Lactalis –, cette sortie a fait l'effet d'un joli cadeau à l'industrie agroalimentaire. A moins qu'elle ne soit plus simplement électoraliste. Car, du vin à l'élevage intensif, c'est un classique, chez nos élus, de défendre les spécialités locales (et les emplois qui vont avec) plutôt que la santé des citoyens.

Le débat fait rage depuis que Marisol Touraine, ministre de la Santé de François

Hollande, a décidé il y a dix ans de lutter contre l'obésité en transformant le complexe tableau nutritionnel qui figurait à l'arrière des emballages des produits de supermarché. Celui-ci est devenu un logo simple et bien visible, sur le devant des emballages. A l'issue d'une violente bataille avec les industriels, qui ont tout tenté pour discréditer le projet, le Nutri-Score a été adopté par arrêté interministériel en octobre 2017. Les marques, qui s'y plient sur une base volontaire, s'engagent à l'afficher dans les deux ans sur la totalité de leurs produits, y compris les plus mal notés.

PLUS DE MILLE MARQUES

Déjà, à l'époque, Carole Delga n'aimait pas cet indicateur. En 2014, celle qui était députée de Haute-Garonne puis secrétaire d'Etat au Commerce et à l'Artisanat s'inquiétait de voir une pastille rouge surgir sur les pots de miel. Son camarade à l'Agriculture, Stéphane Le Foll (PS), ex-député de la Sarthe, craignait, lui, pour les rillettes du Mans. Et Xavier Bertrand (LR), qui avait auparavant soutenu la pédagogie nutritionnelle en tant que ministre de la Santé de Nicolas Sarkozy, demandait à son tour l'exclusion des AOP du Nutri-Score, une fois élu pré-

sident de la région des Hauts-de-France, pays du maroilles.

« *Quand il y a des intérêts politiques locaux, on n'est plus de droite ou de gauche* », observe Serge Hercberg, le nutritionniste, aujourd'hui professeur émérite, qui a créé le système avec une équipe de recherche de l'université Sorbonne-Paris-Nord. Il a bataillé dur pour imposer son bébé et semblait enfin, au tournant des années 2020, avoir gagné la partie. En France, un quart des produits alimentaires sont désormais « nutriscorés », selon le cabinet NielsenIQ. Et l'effet est réel : les jambons et les pizzas les mieux notés se vendent mieux... « *Le Nutri-Score sauve des vies, et particulièrement celles des plus pauvres, ceux qui se tournent davantage vers les produits industriels* », applaudit Richard Ramos, député MoDem connu pour son combat pour le « bien-manger ».

Alors qu'il n'est pas obligatoire, plus de mille marques agroalimentaires l'apposent sur leurs emballages, parce que les consommateurs le réclament. Y compris des poids lourds de l'industrie comme Nestlé, qui, jusqu'en 2019, comptait parmi les plus farouches opposants. Toutes les enseignes de la grande distribution (Intermarché d'abord, puis Leclerc, Carrefour, ►►





►► Auchan...) l'ont mis sur leurs marques propres – sauf quand celles-ci sont spécialisées dans les produits du terroir, comme Reflets de France. Le logo a aussi essaimé en Europe: six pays (Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Allemagne, Espagne et Suisse) le déploient, toujours sur la base du volontariat. Dans son discours de politique générale en 2019, le Premier ministre d'alors, Edouard Philippe, né et élu au pays du camembert, affirmait aussi sa volonté de rendre obligatoire ce Nutri-Score au niveau européen. Sauf que, quatre ans plus tard, on est loin du compte.

« Le Nutri-Score a gagné une bataille mais pas la guerre », écrit Serge Hercberg, dans « Mange et tais-toi » (éd. [humenSciences](#),

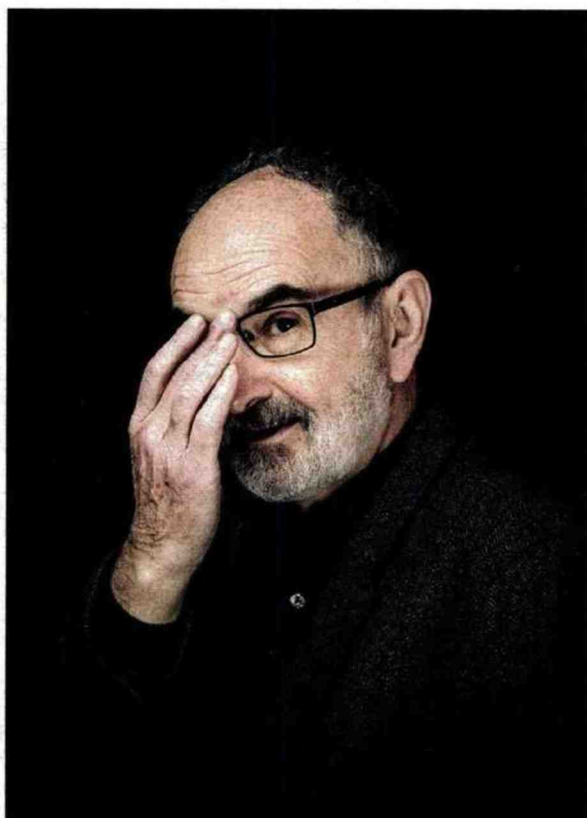
2022). En octobre 2021, la Commission européenne a annoncé sa volonté de mettre en place un système d'étiquetage nutritionnel harmonisé – et cette fois obligatoire – à l'échelle de l'Union d'ici à 2023. De quoi redonner de l'énergie aux détracteurs du Nutri-Score! Ce qu'ils lui reprochent? Ces satanées lettres D ou E, qui marquent certains aliments au fer orange ou rouge. Elles sont attribuées sur la base d'un algorithme transparent, dont la robustesse scientifique a été maintes fois validée. Celui-ci valorise la présence des éléments nutritionnels bons pour la santé (protéines, fibres...) et pénalise celle du sucre, du sel et des graisses saturées. Ce qui affecte mécaniquement les fromages, la charcuterie, les huiles ou

les pâtes à tartiner et fait monter la tension chez les industriels, qui craignent pour leurs ventes. « On nous dit que le rouge sur un fromage signifie qu'on peut le consommer mais avec modération. Sauf qu'au feu rouge vous n'avancez pas lentement, vous vous arrêtez! » s'échauffe-t-on chez Lactalis, dont les 39 AOP dans le monde (28 en France) écopent potentiellement toutes d'un D ou d'un E.

Pour réduire la portée de cet encombrant signal, le géant laitier comme les multinationales Ferrero (Nutella, Kinder...), Mondelez (biscuits Princes, Pépito...) ou Unilever (glaces Magnum, Carte d'Or...) plaident pour un calcul à la portion. « Le Nutri-Score est basé sur 100 grammes ou 100 millilitres, ce qui revient à dire qu'on mange un demi-camembert au déjeuner et qu'on ne boit qu'un tiers de sa canette de soda, calcule-t-on chez Lactalis. Ce n'est pas représentatif de ce que mangent les consommateurs et cela introduit un biais défavorable pour tous les produits consommés en petites quantités. » Déterminés à faire la peau au Nutri-Score – et pas à une contradiction près –, les champions de la nourriture « ultratransformée », dont les ingrédients sont déstructurés par des procédés technologiques (« cracking », additifs...), avec des effets néfastes sur la santé, en arrivent à regretter que le Nutri-Score ne pénalise pas, dans son calcul, ces mêmes procédés de transformation. « Un steak végétal bourré d'additifs a une meilleure note que le roquefort! », fait-on encore remarquer chez l'industriel du lait. Pas faux. Une barquette de margarine aux huiles raffinées s'en sort mieux qu'une plaquette de beurre AOP... « 80 % des produits ultratransformés sont classés D ou E. Mais, dans certains cas, effectivement, il n'y a pas de convergence entre la classification nutritionnelle et le degré de transformation », admet Serge Hercberg, dont les troupes planchent activement sur des améliorations. Dans les prochains mois, les boissons édulcorées notées B passeront C, D ou E; les huiles d'olive, de colza et de noix, classées C, passeront B; et les produits ultratransformés pourraient voir leur logo détourné d'un épais bandeau noir. Pas sûr que cela suffise à calmer les esprits.

“ON A ESSAYÉ D'INSTRUMENTALISER UN OUTIL DE SANTÉ PUBLIQUE À DES FINS POPULISTES.”

SERGE HERCBERG, NUTRITIONNISTE, “PÈRE” DU NUTRI-SCORE



SYSTÈME ALTERNATIF

Pour combattre le Nutri-Score dans cette nouvelle bataille européenne, un attelage contre-nature s'est constitué : les industriels de la malbouffe d'un côté, les protecteurs des AOP, des IGP et des spécialités locales de l'autre. Et un pays a pris la tête de la fronde,





DÉCRYPTAGE

l'Italie, furieuse à l'idée de voir épinglés ses joyaux, AOP – parmesan, gorgonzola, jambon San Daniele... – et pâtes à tartiner. « Elle s'est opposée au Nutri-Score dès 2019, avant même que l'Europe le mette à l'ordre du jour, à l'approche des élections en Emilie-Romagne, qui produit beaucoup de charcuterie et de fromages, dit Serge Herberg. Matteo Salvini, secrétaire fédéral de la Ligue du Nord, populiste et eurosceptique, a utilisé le Nutri-Score comme un élément de sa stratégie électorale. » Dans les médias et sur les réseaux sociaux, le logo est désigné comme une création

« des technocrates européens » et accusé d'être le « support d'une opération secrètement pilotée par l'Union européenne contre l'alimentation méditerranéenne et les produits made in Italy ». Attaques absurdes : la charcuterie allemande et les fromages français sont soumis aux mêmes règles ; et parmi les mieux notés figurent... la ricotta et la mozzarella. L'Italie a par ailleurs dégainé un système alternatif, NutriInform, tableau nutritionnel revisité qui se garde bien d'apposer des couleurs « stigmatisantes » et des lettres « discriminantes ». « A ce moment, on est sorti du débat scientifique, voire du débat économique, pour entrer dans un débat politique biaisé. On a essayé d'instrumentaliser un outil de santé publique à des fins populistes », dénonce Serge Herberg.

A ce jeu, nos voisins transalpins sont prêts à pousser le bouchon très loin. Fin 2021, Mario Draghi, alors Premier ministre, en touche un mot à Emmanuel Macron en marge d'un sommet de coopération. De Bruxelles à Strasbourg, les événements anti-Nutri-Score se multiplient, à l'initiative de la



▲ Sans surprise, les œufs fermiers affichent un Nutri-Score A.

représentation italienne auprès de l'Union européenne, de l'eurodéputé italien Paolo De Castro (un temps pressenti pour présider Ferrero), de think tanks qui représentent les intérêts agricoles italiens... « La nouveauté dans cette histoire est la façon dont l'Italie s'est imposée, à côté des industriels et de la Copa-Cogeca [équivalent de la FNSEA au niveau européen, NDLR], comme un véritable Etat lobbyiste, avec une agence ad hoc à Bruxelles », raconte Serge Herberg. La fronde a porté ses fruits. L'Italie s'est fait des alliés en Espagne, qui ferraille pour son huile d'olive, et en Roumanie, qui va carrément bannir de ses rayons tous les produits « nutriscorés » à compter du 1^{er} août. « La décision a été prise par les pouvoirs publics roumains à la fin de l'été dernier, raconte Caroline Dassié, directrice des marques propres Carrefour (403 magasins en Roumanie). Nous sommes en train de changer les emballages sur lesquels était jusqu'ici apposé le Nutri-Score. » Ce qui pourrait aussi arriver en Italie, où le gouvernement a d'ores et déjà imposé au distributeur (517 magasins)

d'exempter les spécialités locales.

La Commission européenne s'était laissé jusqu'à décembre 2022 pour choisir le modèle de logo qu'elle allait rendre obligatoire : Nutri-Score, NutriInform ou autre. Mais six mois plus tard, et toujours rien. Le processus de consultation est pourtant achevé depuis des mois. « Les citoyens, les scientifiques et les acteurs de santé publique plébiscitent tous un modèle de logo graduel, avec des couleurs allant du vert au rouge, qui soit interprétatif et pas seulement informatif... Ce qui valide le Nutri-Score et élimine le NutriInform, estime Serge Herberg. Seuls les industriels valident le

logo italien ! » Sauf que la directrice générale adjointe de la santé et de la sécurité alimentaire de la Commission européenne, Claire Bury (qui n'a pas répondu à notre sollicitation), a laissé entendre que Bruxelles pourrait ne pas choisir le Nutri-Score... « La situation est bloquée, résume Camille Perrin, chargée des questions d'alimentation au Bureau européen des Unions de Consommateurs (Beuc). Les 27 commissaires doivent s'accorder sur un logo à l'unanimité, et jamais l'Italie n'approuvera le Nutri-Score. » Officiellement, la France le soutiendra. Mais dans les couloirs commence à circuler l'idée que, pour trouver un compromis, peut-être faudra-t-il au moins en sortir les AOP. « A la fin, le combat va se gagner au Parlement européen, observe un connaisseur des arcanes de Strasbourg. Et si on ne lâche pas là-dessus, avec la pression des courants populistes, Nutri-Score perdra. » S'il gagne, en revanche, les Mars, Mondelez, Unilever, Coca-Cola ou Ferrero ne pourraient plus y échapper. Une mauvaise surprise pour Kinder, une bonne nouvelle pour les consommateurs. ■

